

DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE PORTANT SUR  
UNE BAISSÉ DE LA CAPACITÉ ANNUELLE DE STOCKAGE AUTORISÉE,  
ET UNE AUGMENTATION DE LA DURÉE D'EXPLOITATION

INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS  
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST À DONZERE

**Rédacteur - Affaire Suivie par**

Pascal BRIE - VALENCE

Subdivision 6 – Gestion des déchets

Tél. : 04 75 82 46 37

Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

Ref DREAL :20240711-RAP-DAEN0662

**Vérificatrice**

Céline DAUJAN - VALENCE

**Approbateur**

## RÉFÉRENCE DU DOSSIER

Références	Code de l'environnement, articles R. 181-45 et R. 181-46  Arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 modifié Arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2019 Arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2020  Dossier de porter à connaissance reçu le 12 février 2024 Dossier de porter à connaissance modifié, reçu le 23 février 2024  Rapport DREAL référencé 20240226-RAP-DAEN0201 du 19 mars 2024
Exploitant	Société SUEZ RV Centre Est
Adresse de l'établissement	345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE
Activité exercée	Stockage de déchets dangereux et non dangereux
Code AIOT	0006107044
Priorité	PN
Annexes	1 – Participation du public par voie électronique – Bilan 2 – Projet d'arrêté complémentaire
Transmission des documents	
- original	DDPP 26
- copies	Inspecteur signataire

## **1 – INTRODUCTION**

Par lettre du 5 février 2024 adressée à monsieur le Préfet de la Drôme, la directrice Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est précise que la Région Auvergne-Rhône-Alpes, au travers du volet « Déchets » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), a inscrit la diminution des capacités annuelles des ISDND (\*) existantes.

Une concertation sur l'ensemble du territoire a été engagée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour identifier les installations pour lesquelles une réduction de la capacité annuelle autorisée ou projetée serait envisageable à l'horizon 2025.

Dans le cadre d'un accord global convenu avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la société SUEZ RV Centre Est a accepté de diminuer volontairement la capacité de son ISDND exploitée à Donzère à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cet accord global a été formalisé par la signature d'une convention signée le 17 juillet 2023 entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la société SUEZ RV Centre Est.

La société SUEZ RV Centre Est signale le caractère non substantiel de ces modifications qui se traduisent notamment par la présentation, le 12 février 2024, d'un dossier de porter à connaissance concernant l'ISDND de Donzère, demandant, d'une part une baisse de sa capacité annuelle autorisée à partir de 2025, d'autre part une augmentation de sa durée d'exploitation consécutivement à cette baisse.

Ce premier dossier a été annulé et remplacé par un second dossier présenté le 23 février 2024.

(\*) Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux

## **2 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CENTRE EXPLOITÉ À DONZERE**

### **2.1 – Caractéristiques essentielles**

L'installation de stockage de déchets exploitée actuellement à DONZERE par la société SUEZ RV Centre Est, est autorisée depuis 1981, d'abord en tant que carrière, puis installation de stockage de déchets non dangereux, et dangereux (casier de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes).

L'arrêté préfectoral d'autorisation réglementant l'ensemble des installations exploitées dans ce site date du 3 juillet 2014. Il a été modifié, notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2020. Les installations autorisées sont les suivantes :

- un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux, d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- une unité de rupture de charge pour l'accueil, dans un bâtiment fermé, des déchets susceptibles de générer des envols ;
- une plate-forme de valorisation de métaux ;
- une plate-forme de valorisation de bois ;
- une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (déchets dangereux) ;
- une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux s'élève à **150 000 tonnes**. La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié) s'élève à 1 200 tonnes.

L'autorisation d'exploiter l'ISDND est accordée jusqu'au **1<sup>er</sup> janvier 2034**.

L'ISDND se compose de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées :

– **DONZERE 1** : Cette zone est en période de post-exploitation pour une durée de 30 ans depuis le 31 décembre 2000 (article 1.7.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014).

– **DONZERE 2** : L'exploitation de cette zone est achevée depuis plusieurs années, mais sa couverture finale n'est pas totalement en place du fait de sa connexité avec la zone Extension NORD DONZERE 2, dont l'exploitation nécessite de passer sur une partie de DONZERE 2.

– **Extension NORD DONZERE 2** : Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de cette zone, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation.

– **DONZERE 3** : L'exploitation de cette zone succédera à la zone Extension NORD DONZERE 2.

## **2.2 - Capacité maximale annuelle et capacité moyenne annuelle de l'ISDND**

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 donne les précisions suivantes :

**Article 1.2.1 :**

Capacité maximale annuelle d'accueil de déchets non dangereux : **200 000 tonnes**

Capacité moyenne annuelle d'accueil de déchets non dangereux : **150 000 tonnes**

**Article 1.2.4 :** Rythme d'exploitation

*« L'exploitant doit veiller à respecter une capacité moyenne globale de 150 000 tonnes par an. Si cette valeur moyenne, calculée depuis le 1er janvier 2014, est dépassée sur trois années consécutives, l'exploitant devra présenter à la commission de suivi de site un programme de réduction permettant de revenir à son respect dans un délai à justifier. »*

## **3 – PRÉSENTATION DU DOSSIER DE PORTER A CONNAISSANCE**

Le dossier présente le contexte de la demande, ainsi que les caractéristiques essentielles de l'ISDND de DONZERE. Les points essentiels de ce dossier sont les suivants :

### **3.1 – Diminution de la capacité moyenne**

L'exploitant s'engage à diminuer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la capacité de stockage moyenne annuelle de déchets de son ISDND de Donzère à **100 000 tonnes** au lieu de **150 000 tonnes** aujourd'hui.

### **3.2 – Notion de capacité de réserve**

L'exploitant précise : *« les nouvelles capacités définies pourront être ajustées annuellement et temporairement sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2030. Ces capacités d'ajustement*

temporaires appelées « capacités de réserve » tiennent compte de l'analyse de sensibilité du scénario retenu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Elles contribuent de façon durable et agile à l'autosuffisance et à la satisfaction des besoins nécessaires des territoires dans l'attente de la mise en service des projets de valorisation des CSR (Combustibles Solides de Récupération). »

Pour l'ISDND de Donzère, les capacités de réserve pourraient s'adapter comme suit entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2030 :

- Une **capacité de réserve limitée à 25 000 t/an**, en 2025 et 2026
- Une **capacité de réserve limitée à 10 000 t/an** à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

### **3.3 – Augmentation de la durée d'exploitation de l'ISDND**

Le calcul de l'exploitant conduit à une augmentation de **3,5 ans**, ce qui conduit à une durée d'exploitation s'étendant jusqu'au **1<sup>er</sup> juillet 2037**. Ce sujet est abordé plus loin dans ce rapport.

### **3.4 – Incidence sur les rubriques de classement et les conditions d'exploitation**

Aucune.

### **3.5 – Garanties financières**

La baisse de la capacité annuelle autorisée et la prolongation de la durée d'exploitation nécessitent la révision du montant des garanties financières. Un calcul actualisé conduit au résultat suivant : **4 199 626 €HT**. Les modalités de calcul sont développées plus loin dans ce rapport.

### **3.6 – Évaluation des impacts des modifications**

La prolongation de la durée de vie du centre n'implique aucune extension, l'emprise de ce centre reste inchangée.

La capacité totale de stockage du centre reste inchangée, son réaménagement après exploitation reste inchangé, il est celui prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014.

La production de lixiviats est déterminée à partir d'un bilan hydrique qui tient compte des surfaces ouvertes. Le découpage de l'installation et notamment les surfaces d'impluvium, n'étant pas modifié, les volumes de production attendus ne seront pas augmentés. La production sera prolongée de plusieurs années mais dans les mêmes proportions que prévues initialement.

Les surfaces de réaménagement du centre ne seront pas modifiées, le dimensionnement des bassins de stockage d'eaux pluviales seront inchangés, les surfaces considérées pour la gestion des eaux pluviales seront inchangées.

La production de biogaz a été déterminée sur la base d'un tonnage annuel de 150 000 t/an (ou 200 000 t/an max), soit le tonnage maximal sur toute la durée de vie du site. Les productions présentées dans le dossier de demande d'autorisation initial sont donc sécuritaires. Les modifications envisagées ne remettent pas en cause les équipements en place.

L'augmentation de la durée de vie du centre va entraîner une diminution de l'impact de son exploitation sur le trafic (interne/externe) : Passage à 36 véhicules/jour contre 41 véhicules/jour actuellement.

L'exploitant conclut que les modifications envisagées ne sont pas de nature à avoir un impact significatif sur l'environnement.

### **3.7 – Évaluation des dangers**

Les modifications envisagées n'entraînant aucune modification des conditions d'exploitation, aucun risque supplémentaire ne sera généré, aucune augmentation des risques existants ne sera générée.

## **4 – POSITION DE L'INSPECTION SUR LE DOSSIER DE DEMANDE**

### **4.1. – Augmentation de la durée d'exploitation de l'ISDND**

Cette augmentation de durée doit correspondre uniquement à la baisse de la capacité de 150 000 t/an à 100 000 t/an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2034. Mécaniquement, la quantité de déchets correspondante s'élèverait donc à 50 000 t/an x 9 ans, soit 450 000 t. Ceci conduirait, pour une capacité de 100 000 t/an, à une augmentation maximale de durée de 4,5 ans, ce qui aboutit à une date de fin d'exploitation en **juillet 2038**.

Notons que la prise en compte de la notion de capacité de réserve serait de nature à réduire cette augmentation de durée.

Dans son dossier, l'exploitant précise qu'il a déterminé le vide de fouille du centre (volume encore disponible pour l'accueil de déchets) par un levé topographique effectué le 10 janvier 2024.

Il en déduit qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le vide de fouille s'élèvera à **1 362 609 m<sup>3</sup>**.

L'exploitant précise que la densité des déchets en place dans le centre est de 1. Sur la base d'un tonnage annuel de 109 000 t/an (capacité de réserve prise en compte), on aboutit à une durée de 12,5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, ce qui conduit à une date de fin d'exploitation en **juillet 2037, travaux de réaménagement compris**. Cette valeur apparaît donc acceptable.

### **4.2. – Capacité maximale annuelle de l'ISDND**

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la notion de « capacité moyenne annuelle » disparaît. La capacité maximale annuelle s'accompagne, jusqu'au 31 décembre 2030, d'une « capacité de réserve », cette nouvelle notion est précisée plus loin dans ce rapport. Le tableau ci-dessous proposé par l'exploitant n'appelle pas d'objection de notre part.

	Situation actuelle	Situation future à partir de 2025
<b>Déchets Non Dangereux</b>		
Capacité moyenne annuelle autorisée	150 000 t	100 000 t
Capacité maximale annuelle autorisée	200 000 t	En 2025 et 2026 : 125 000 t (dont 25 000 t de capacité de réserve) A partir du 01/01/2027 jusqu'en 2030 : 110 000 t (dont 10 000 t de capacité de réserve)
Capacité globale	3 152 590 t	3 152 590 t
<b>Déchets d'amiante liée</b>		
Capacité maximale annuelle autorisée	1 200 t	Inchangée : 1 200 t
Capacité globale	25 000 m <sup>3</sup>	Inchangée : 25 000 m <sup>3</sup>

#### 4.3. – Garanties financières

Les casiers de stockage de déchets non inertes sont soumis à des garanties financières en application de l'article R 516-1.1° du Code de l'environnement. Ces garanties sont destinées à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant, les opérations suivantes :

- la surveillance du centre ;
- les interventions en cas d'accident ou de pollution ;
- la remise en état du site après exploitation.

Le calcul du montant des garanties financières s'appuie sur la circulaire ministérielle du 23 avril 1999 complétant celle du 28 mai 1996. La circulaire du 14 février 2002 apporte un éclairage complémentaire sur le sujet.

La circulaire du 23 avril 1999 précise que l'évaluation des garanties financières peut se faire sous deux formes :

- sur la base d'une approche forfaitaire détaillée,
- sur la base d'une approche forfaitaire globalisée.

Le pétitionnaire a choisi une approche forfaitaire globalisée. En effet, cette approche est possible pour des tonnages annuels autorisés par arrêté préfectoral inférieurs à 250 000 tonnes.

La formule à utiliser est la suivante :  $GF (MFHT) = t \times 10^{-6} \times (120 - t / 10\,000) + 1,5$   
avec t : le tonnage annuel adopté par l'exploitant, à la valeur moyenne de 100 000 t/an, ajoute 9 000 t/an de la capacité de réserve.

D'où  $GF (MFHT) = \underline{\underline{13,3919 \text{ MFHT}}}$

Le résultat du calcul, obtenu en millions de Francs HT en avril 1999, est à convertir en euros et à actualiser en fonction de l'évolution de l'indice TP 01.

En avril 1999, l'indice TP01 s'élevait à 413,6

La valeur de l'indice adoptée par le pétitionnaire est celui de novembre 2023 : 130,2 et le coefficient de raccordement est 6,5345.

Sur la base de ces données, pour le casier de stockage de déchets en exploitation de l'ISDND, le montant des garanties s'élève donc à : **4 199 626 € HT**.

L'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 du centre rassemble les installations soumises à garanties financières : Les casiers de stockage de déchets, ainsi que l'unité de tri-valorisation et stockage temporaire de déchets.

Il convenait de mettre à jour cette annexe 4 pour les raisons suivantes :

– La loi industrie verte a conduit à la **suppression des garanties financières relevant de l'article R 516-1.5° du Code de l'environnement** (l'unité de tri-valorisation et stockage temporaire de déchets) ;

– Par arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2020, la société SUEZ RV Centre Est a été autorisée à augmenter la capacité maximale annuelle de son casier de stockage de déchets d'amiante lié, ce qui a fait évoluer légèrement le montant de la garantie applicable à cette installation, celui-ci n'avait toutefois pas été actualisé.

Nous avons donc demandé à l'exploitant une actualisation de l'ensemble des montants des garanties financières applicables aux installations exploitées dans son centre de DONZERE.

L'exploitant nous a adressé le 17 mai 2024 une version du tableau demandé, qui n'appelle pas d'observations de notre part.

#### **4.4. – Évaluation des impacts des modifications**

Dans son évaluation portant sur l'impact de l'allongement de la durée d'exploitation du centre, l'exploitant a omis de signaler que les riverains devront supporter ses nuisances éventuelles (bruits, envols, trafic, odeurs essentiellement) **quelques années supplémentaires**.

Cet élément a conduit, dans le cadre de l'instruction du dossier, d'une part à organiser une participation du public par voie électronique (PPVE), d'autre part à consulter madame le maire de DONZERE et le président du Conseil Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes.

#### **5 – RÉGLEMENTATION APPLICABLE**

L'article R. 181-46 du Code de l'environnement précise :

*« I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*



3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

Pour ce qui concerne la demande d'augmentation de la durée d'exploitation de l'ISDND :

Il est à noter l'existence d'une jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (affaire C-43/21, décision du 2 juin 2022) qui précise que la seule prolongation de la période de mise en décharge des déchets, sans que soient modifiées ni les dimensions maximales approuvées de l'installation, ni la capacité totale de celle-ci, ne constitue pas une modification substantielle, et les États membres ne sont donc pas tenus d'exiger de l'exploitant qu'il sollicite une nouvelle autorisation lorsqu'il envisage uniquement une telle prolongation dans les limites de la capacité totale de stockage qui a déjà été autorisée.

## **6 – INSTRUCTION DU DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE**

### **6.1 – Participation du public par voie électronique**

Par arrêté préfectoral du 22 mars 2024, une participation du public par voie électronique a été ouverte du 22 avril 2024 au 6 mai 2024 inclus.

Dans le cadre de cette participation, une seule lettre d'observations a été recueillie. Elle a été communiquée au pétitionnaire qui nous a fourni ses éléments en réponse (voir l'annexe 1 ci-joint).

Notons que certains des points mentionnés dans la lettre d'observations (suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1<sup>er</sup> juin 2023 et gestion des lixiviats // Gestion de la diminution de la capacité annuelle de stockage des déchets non dangereux en ISDND // Gestion des odeurs) seront abordés lors de la réunion de la commission de suivi de site (CSS) qui sera organisée prochainement.

### **6.2 – Consultation effectuée**

Nous n'avons pas reçu d'avis de la part de Madame le maire de DONZERE sur cette affaire.

Par lettre du 3 mai 2024, la Directrice Générale Adjointe au Président du Conseil Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes émet un avis favorable au dossier présenté, sous réserve que la définition et les modalités de déclenchement des capacités de réserve soient conformes à l'article 5 de la convention de partenariat signée le 17 juillet 2023 entre SUEZ et la Région Auvergne-Rhône-Alpes portant sur les engagements de réduction des capacités d'enfouissement des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes, et reprises dans le porter à connaissance.

La Directrice Générale Adjointe nous a communiqué la convention de partenariat du 17 juillet 2023 sus-mentionnée ; son article 5 précise les points essentiels suivants :

#### **5.1. Définition de la notion de capacités de réserve**

(...) les capacités maximales annuelles d'ISDND pourront être ajustées annuellement et temporairement sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2030.

Ces capacités d'ajustement temporaires sont dénommées ci-après « capacités de réserve ».

Les capacités de réserve tiennent compte de l'analyse de sensibilité du scénario retenu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'enfouissement des déchets non dangereux non inertes, dans le SRADDET. Elles contribuent de façon durable et agile à l'autosuffisance et à la satisfaction des besoins nécessaires des territoires à l'échelle de la région, dans l'attente de la mise en service des projets de valorisation des CSR (Combustibles Solides de Récupération).

## 5.2. Dimensionnement des capacités de réserve

Pour l'ISDND de DONZERE, la capacité de réserve pourra s'adapter et sera limitée, comme suit :

+ 25 000 t/an pour les années 2025 et 2026 ;  
+ 10 000 t/an pour les années 2027, 2028, 2029 et 2030.

La capacité de réserve sera indiquée dans l'arrêté préfectoral réglementant l'ISDND, permettant ainsi de se soustraire à une procédure de demande d'autorisation complémentaire en cas de déclenchement.

## 5.3. Modalités de déclenchement des capacités de réserve

Le déclenchement annuel des capacités de réserve est subordonné au dépôt d'un ou plusieurs projets de valorisation des CSR en Auvergne-Rhône-Alpes auprès des Services de l'État, la demande doit être jugée recevable par le ou les Services de l'État concernés. Les capacités de réserve ne pourront plus être déclenchées en cas de retrait ou d'annulation du ou des projets d'installations de valorisation des CSR en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les capacités de réserve pourront être activées annuellement, notamment en cas d'arrêt ou d'incapacité de traitement d'une installation de valorisation ou de traitement située dans le département d'implantation de l'installation ou dans les départements limitrophes.

Les capacités de réserve seront déclenchées en priorité pour des déchets résiduels ayant fait l'objet d'une opération de tri préalable, sans toutefois les restreindre à ce type de déchets.

Elles seront déterminées et motivées chaque année, et soumises à l'accord de la Région sur consultation de la DREAL, et ce, pour chacune des installations, en fonction :

- Du tonnage des déchets concernés ;
- De la nature des déchets concernés ;
- De la provenance des déchets conformément au SRADDET ;
- De l'arrêt ou de l'incapacité de traitement d'une installation située dans la zone de chalandise de l'ISDND.

## **7 – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

En application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la directrice Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est a présenté un dossier de porter à connaissance concernant l'ISDND de Donzère, demandant, d'une part une baisse de 50 000 t/an de sa capacité annuelle autorisée à partir de 2025, d'autre part une augmentation de sa durée d'exploitation consécutivement à cette baisse.

Ce dossier résulte d'une concertation engagée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, destinée à identifier les ISDND pour lesquelles une réduction de la capacité annuelle autorisée ou projetée serait envisageable à l'horizon 2025, l'objectif étant de parvenir à une **réduction de 50 % de la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage entre 2010 et 2025**.

Pour ce qui concerne le département de la Drôme, la limite de 300 000 tonnes/an de déchets admis en installation de stockage a été fixée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les trois ISDND actuellement exploitées dans la Drôme auront bien, à partir de cette date, une capacité réglementaire globale limitée à 300 000 tonnes/an.

Mais dans le cadre de la concertation engagée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, il s'avère que la société ONYX ARA envisage d'augmenter de 50 000 t/an (passage de 90 000 t/an à 140 000 t/an) la capacité maximale de son ISDND exploitée à Chatuzange Le Goubet. Un dossier nous est présenté en ce sens. Il fallait donc réduire d'autant la capacité de l'une des deux autres ISDND du département, c'est ce qui justifie le dossier examiné dans le présent rapport. Notons que cet « échange » de capacité entre les ISDND drômoises des sociétés ONYX ARA et SUEZ RV Centre Est était en négociation de longue date puisque l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 juillet 2020 relatif à l'ISDND de la société ONYX ARA prévoyait déjà cette évolution à son article 1.2.1.

Le dossier présenté par la société SUEZ RV Centre Est a conduit à considérer :

- qu'il n'était pas justifié de demander un dossier de demande d'examen au cas par cas (article R. 122-2 du Code de l'environnement) ;
- que l'évolution portant sur l'augmentation de la durée d'exploitation de l'ISDND n'est pas substantielle au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement. Par contre, une participation du public par voie électronique (PPVE) a été ouverte et la consultation du Président du Conseil Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes et de madame la Maire de DONZERE ont été réalisées.

Dans le cadre de la PPVE, une lettre d'observations a été recueillie, le pétitionnaire a donné ses éléments en réponse (voir l'annexe 1 ci-joint).

Le Président du Conseil Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes a émis un avis favorable au dossier présenté, sous réserve que la capacité de réserve mentionnée dans ce dossier, et précisée dans une convention signée entre le Président et le pétitionnaire, soit mise en place dans le projet d'arrêté préfectoral statuant sur le dossier présenté.

En conclusion, nous proposons que monsieur le Préfet de la Drôme accorde une suite favorable aux évolutions présentées dans le dossier de la société SUEZ RV Centre Est, un projet d'arrêté rédigé en ce sens est joint en annexe 2 au présent rapport. Il se compose des évolutions suivantes :

- Baisse, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, de la capacité maximale annuelle d'accueil de déchets non dangereux dans l'ISDND exploitée dans le centre de Donzère, elle s'élèvera à **100 000 tonnes/an** ;
- Augmentation de la durée d'exploitation de cette ISDND, elle s'étendra jusqu'au **1<sup>er</sup> juillet 2037** ;
- Création, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, d'une capacité de réserve permettant d'assurer l'autosuffisance et la satisfaction des besoins nécessaires des territoires à l'échelle de la région, dans

l'attente de la mise en service de projets de valorisation des CSR (Combustibles Solides de Récupération) ;

- Introduction d'une notion d'interdépannage, permettant l'accueil de déchets dans le centre de DONZERE suite à un événement imprévu survenant dans une installation de gestion de déchets située dans la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

- Ajout d'un paragraphe portant sur les déchets non dangereux utilisés comme matériaux de recouvrement, qui, comme le plan de prévention et de gestion des déchets d'Auvergne-Rhône-Alpes le permet, ne sont pas comptabilisés dans la capacité annuelle de stockage de l'installation dans la mesure où ils ne dépassent pas 10 % du tonnage annuel enfouis ;

- Actualisation des garanties financières applicables à l'ensemble des installations exploitées dans le centre de DONZERE.

**Annexe 1**  
**Participation du public par voie électronique – Bilan**

Date	N°	Contributeur	Contribution	Réponse SUEZ
29/04/24	1	Anonyme	<p>Je vous prie de trouver ci-dessous mes observations, mes questionnements et mes propositions au sujet de la demande formulée par la société SUEZ RV CENTRE EST, relative à une baisse de la capacité annuelle de stockage autorisée et une augmentation de la durée d'exploitation, dans l'installation située 345 Chemin des Bouzarudes à DONZERE (26290).</p> <p><b>Si la modification d'exploitation du site peut en effet être jugée non substantielle, elle n'est pas pour autant exempte de questionnements et d'insuffisances de précision. La modification sollicitée doit faire l'objet de compléments préalables voire de réserves.</b></p> <p><b>Situation réglementaire du site</b> Le Porté A Connaissance fait état d'une mise en demeure en date du 28/2/2019 mais ne mentionne pas celle du 1/6/2023. Il aurait été plus pertinent que le public soit informé de celle-ci dans le PAC et qu'il soit fait état des suites qui lui ont été donné au regard de l'échéance qu'elle fixait. Cette information aurait été de nature à apprécier le sérieux ou non du pétitionnaire dans sa demande et dans ses garanties de respect de la réglementation. Aussi la hauteur de lixiviats en fond de casiers, notamment les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2, a-t-elle été ramenée à une hauteur ne dépassant pas celle de la couche drainante, soit environ 50 cm, dans le délai imparti ? Le cas échéant, une hauteur de lixiviats a-t-elle bien été maintenue conforme à la réglementation depuis le retour à la normal ?</p>	<p>Etant donné le délai imparti pour répondre à cet arrêté de mise en demeure (6 mois), la mention à cet acte administratif n'était pas justifié dans le PAC qui concerne la capacité annuelle du site.</p> <p>En effet, nous avons répondu à la mise en demeure en mettant en place une station d'épuration mobile pendant 4 mois. L'ensemble des éléments a été transmis à la DREAL, administration de tutelle du site.</p>

			<p><b>Crédibilité de la diminution de la capacité annuelle de stockage des déchets admissibles sur le site à partir de 2025</b> La demande formulée traduit la volonté publique de réduction de 50% de la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage entre 2010 et 2025 à l'échelle de la région AURA. Sur le fond, la demande est cohérente avec la poursuite de cet objectif. Mais je m'interroge sur les circonstances propres au site et à ses apporteurs, qui rendent ou pas crédible le respect de l'évolution sollicitée ainsi que l'atteinte d'objectifs collectifs. En effet, même si cette baisse est assortie d'une capacité de réserve, le Porté A Connaissance ne fait pas état d'éléments qui seraient de nature à justifier que l'évolution pourrait se faire autant que possible sans heurts et en évitant les effets de biais tel que le report d'apports sur d'autres sites. Il aurait été opportun que le pétitionnaire fasse état :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des modalités d'adaptation des conditions contractuelles d'accueil des déchets (besoin ou pas d'adaptation, calendrier le cas échéant de modification), notamment ses relations contractuelles existantes avec les apporteurs publics (non couvertes par le secret commercial, en particulier des conditions le liant au SYTRAD),</li> <li>des modalités d'information et d'alerte des apporteurs du site sur le calendrier d'évolution des quantités admises qui pourrait les impacter, ainsi que leur aptitude à y faire face en pleine cohérence avec les objectifs de politique publique concernant la gestion des déchets notamment de la part des apporteurs publics (en particulier le SYTRAD).</li> </ul> <p>En d'autres termes, les obligations contractuelles existantes liant SUEZ et ses apporteurs sont-elles compatibles avec la diminution de la capacité annuelle de stockage ? Le cas échéant comment SUEZ compte s'y prendre s'il y a besoin de les ajuster ? Les apporteurs de SUEZ, notamment le SYTRAD, ont-ils eux-mêmes une trajectoire de besoin de stockage compatible avec cette diminution pour le site mais aussi à l'échelle globale de la région ?</p> <p>Ces justifications devraient être apportées dans le PAC d'autant que le site a connu dans un passé récent, un dépassement de sa capacité admissible en moyenne. Si le PAC indique que la situation a été rétablie en 2022, il aurait été opportun de préciser le bilan de l'année 2023 afin de disposer d'une information plus récente et afin d'indiquer si ce rétablissement a pu être durable.</p>	<p>Pour rappel l'objet du présent PAC concerne la diminution de la capacité annuelle du site de Donzère. Le dossier présente donc les éléments nécessaires et suffisants pour que l'état puisse statuer sur cette demande.</p> <p>Il est rappelé qu'au regard de la réglementation applicables aux ICPE, relevant du code de l'Environnement, les éléments contractuels public ou privé n'entrent pas dans ce champ réglementaire.</p> <p>Concernant la crédibilité de la diminution de la capacité annuelle de stockage, il est constaté depuis 2014, une diminution de la quantité de déchets traités sur l'ISDND de Donzère, passant de plus de 180 000 tonnes en 2014 à 114 197 tonnes en 2023.</p> <p>Pour les déchets ménagers, cette diminution va s'inscrire dans la durée consécutivement à l'obligation qu'ont les collectivités territoriales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 de mettre à disposition de la population des outils pour procéder au tri des biodéchets en vue de les valoriser.</p> <p>A cela s'ajoutent l'extension des consignes de tri des emballages qui se sont élargies et le déploiement de nouvelles filières « Responsabilité Elargie des Producteurs » (REP) qui vont détourner une partie des déchets de l'enfouissement.</p> <p>Par ailleurs, s'agissant du SYTRAD, le syndicat a développé une politique territoriale axée sur la considération des déchets comme une véritable ressource. Ainsi, un programme intitulé UNI'D identifie 36 actions concrètes visant notamment à développer la prévention et la valorisation des déchets. Néanmoins, les conditions d'acceptation des déchets du SYTRAD n'ont pas à être traitées dans le présent PAC.</p> <p>Pour les Déchets d'Activités Economiques Non Dangereux (DAEND), avec l'obligation qu'ont les entreprises de mettre en place le tri de 7 flux de déchets (papier carton, métal, plastique, verre, bois, plâtre, fraction minérale), une forte progression du tri des déchets par les entreprises en vue de les valoriser a été constatée.</p> <p>A ce titre, SUEZ propose une offre de services large aux entreprises en fonction de leur configuration pour optimiser la valorisation de leurs déchets. Ainsi, des formations sont proposées pour les aider dans le tri. Des outils de surtri ainsi que toute une série de reporting permettant de garantir le suivi des performances de valorisation sont également proposés.</p>
--	--	--	---	--

				<p>Enfin, ce PAC entre pleinement dans le cadre de la convention de réduction des capacités autorisées signée entre la Région et 3 opérateurs : Véolia, Lély et SUEZ. En déposant ce PAC, SUEZ accompagne la Région dans l'atteinte de son objectif de réduction de 50 % des capacités de stockage en 2025 par rapport aux volumes traités en 2010.</p> <p>Enfin, face à cette diminution des capacités de stockage, des solutions alternatives de valorisation vont être créées. SUEZ porte notamment un projet de chaufferie CSR dans la vallée de la chimie, VAL'ENERGY.</p>																														
			<p><b>Gestion des lixiviats</b> En rapport avec la situation réglementaire du site, la bonne information du public aurait nécessité que la réflexion en cours sur la gestion des lixiviats soit précisée. Pourquoi engager une réflexion sur l'installation de traitement des lixiviats en place ? Quel est son calendrier ? Les installations actuelles assure-t-elle une gestion conforme des lixiviats ? Ces réflexions et son calendrier ont-elles été partagées avec la Commission de Suivi de Site ?</p>	<p>Le PAC concerne la diminution des tonnages, il nous est apparu opportun de préciser qu'une réflexion était en cours sur la gestion des lixiviats même si cela n'est pas lié à la capacité annuelle autorisée.</p> <p>Un appel d'offres est en cours pour le revamping de la station d'épuration interne.</p>																														
			<p><b>Gestion des odeurs</b> La diminution de la quantité de déchets non dangereux non inertes admis sur l'installation n'est pas de nature à impacter la gestion des odeurs. Mais pour les riverains proches ou éloignés, le sujet aurait mérité d'être plus précis dans le Porté A Connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le PAC indique qu'un observatoire des odeurs a été reconduit en 2022, alors que le compte rendu de la Commission de Suivi de Site du 11 mai 2022 fait état d'une insatisfaction des participants quant à son fonctionnement : l'observatoire des odeurs a-t-il retrouvé un fonctionnement normal et complet ? les résultats de l'observatoire sont-ils depuis régulièrement communiqués aux maires des communes, aux panélistes et à la Commission de Suivi de Site ?</li> <li>en tant que riverains éloignés du site (6 km plein sud), mais exposé lors des jours de mistral aux nuisances olfactives, nous nous interrogeons sur la nature des composants que nous respirons et qui nous procurent une sensation d'écoeurement. Les services d'exploitation de l'ISDND nous ont fait part de l'utilisation de produits masquant. Or il n'est pas fait état de l'utilisation de telles produits dans le Porté A</li> </ul>	<p>L'observatoire est reconduit chaque année depuis 2019. Les résultats sont communiqués au travers du rapport annuel. A chaque CSS, les résultats sont également présentés.</p> <p>Évolution dans le temps par caractérisation</p> <table border="1"> <caption>Évolution dans le temps par caractérisation</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>BIOGAZ</th> <th>DECHETS FRAIS</th> <th>AUTRE ODEUR DU SITE</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2019</td> <td>~10</td> <td>~10</td> <td>~10</td> <td>~30</td> </tr> <tr> <td>2020</td> <td>~100</td> <td>~40</td> <td>~10</td> <td>~150</td> </tr> <tr> <td>2021</td> <td>~100</td> <td>~30</td> <td>~10</td> <td>~140</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>~40</td> <td>~10</td> <td>~10</td> <td>~60</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>~10</td> <td>~10</td> <td>~10</td> <td>~30</td> </tr> </tbody> </table> <p>Le graphique présente le nombre de signalements relatifs au site depuis la mise en place de l'observatoire en octobre 2019. Cette figure illustre les actions menées au quotidien sur le site en matière de prévention des nuisances olfactives (suivi du réseau, travaux réguliers de dégazage à l'avancement, suivi des équipements de valorisation du biogaz) avec une baisse plus que significative du nombre de signalements.</p>	Année	BIOGAZ	DECHETS FRAIS	AUTRE ODEUR DU SITE	Total	2019	~10	~10	~10	~30	2020	~100	~40	~10	~150	2021	~100	~30	~10	~140	2022	~40	~10	~10	~60	2023	~10	~10	~10	~30
Année	BIOGAZ	DECHETS FRAIS	AUTRE ODEUR DU SITE	Total																														
2019	~10	~10	~10	~30																														
2020	~100	~40	~10	~150																														
2021	~100	~30	~10	~140																														
2022	~40	~10	~10	~60																														
2023	~10	~10	~10	~30																														
				<p>Par ailleurs, cette demande a été instruite et jugée recevable par l'administration. Parallèlement à cette procédure spécifique de demande de modification, un bilan des émissions est réalisé dans le cadre réglementaire des déclarations GEREAP applicable aux ICPE.</p>																														
				<p><b>Sur les panaches.</b></p> <p>L'utilisation de produits neutralisant a été validée par les services de l'Etat. En lien avec les services de l'Etat et à la vue de cette remarque, il peut être envisagé d'arrêter leur utilisation même si leur innocuité n'est pas contestable. Plusieurs études ont été réalisées sur les produits neutralisants utilisés sur les installations à potentiel odorant. Les conclusions de ces études démontrent que le produit utilisé sur le site de Donzère ne présente aucun caractère de dangerosité et de toxicité pour la santé humaine. (Cf. annexes : résumé des études – Certificat AIRHITONE - AIRHITONE AP5 A4S2P 20150603 Sitasud Entr BM sign FR)</p> <p>Dans la partie gestion du biogaz, le PAC rappelle les mesures préventives mises en place pour limiter l'incidence sur les nuisances olfactives.</p>																														
			<p><b>Opportunité de réduction des émissions de GES</b> Le diagnostic établi à l'occasion de l'élaboration du PCAET de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence indiquait que la gestion des déchets représentait 23 % des émissions de GES du territoire. Ce bilan apparaissait très impacté par les enfouissements sur l'ISDND de Donzère, bien plus que par les déchets produits par la population de la CCDSP. Aussi lors de la consultation publique du PCAET, j'ai souligné que le PCAET aurait pu prévoir une ou des actions revenant à Suez pour réduire les émissions de GES de l'ISDND de Donzère. La réponse de la CCDSP a été la suivante :</p> <p><i>Réponse:</i> A priori, la demande d'actions allant dans ce sens relève des services de l'Etat en charge du suivi des installations classées pour l'environnement. La question leur a été transmise. Pour autant, l'exploitant de l'ISDND pourra être questionné sur les actions complémentaires qu'il compte mettre en œuvre.</p> <p>Aussi je suis surpris que la demande de modification de l'autorisation d'exploitation du site n'ait pas été l'occasion d'aborder ce sujet, que le PAC ne présente aucune information de bilan des émissions de GES, ni de nouvelles mesures visant leur réduction.</p>	<p>Comme précisé dans le PAC, dans le chapitre objet de la demande, les dispositions réglementaires sont rappelées. En effet, la demande n'est pas substantielle et donc n'entraîne ni la réalisation d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale, ni une étude au cas par cas.</p> <p>La demande de modification de la capacité annuelle et de la durée d'exploitation de l'ISDND de Donzère est donc effectuée au regard de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement qui stipule : « II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet fixe s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 ».</p> <p>La modification demandée, au regard des dispositions réglementaires applicables, n'a donc pas nécessité la réalisation d'une étude spécifique sur les émissions de GES.</p>																														